

Faire participer les nouveaux politiciens au processus budgétaire

Contexte

Le nouveau Parlement de la Sampania est entré en exercice en janvier 2017 et a reçu son premier projet de budget en mars 2017. La Sampania se remet actuellement d'une sécheresse liée au phénomène El Niño, qui a diminué son PIB de 14 pour cent entre 2012 et 2016. Heureusement, la saison des pluies s'est déroulée comme d'habitude en 2016, et la croissance du PIB est redevenue positive, s'élevant à 0,4 pour cent.

Le parti majoritaire, le Parti du travail compétent (PTC), a perdu sa majorité lors des dernières élections, et par conséquent, le pays est maintenant gouverné par une coalition de minorités. 36 parlementaires (soit 45 pour cent) occupent un tel poste pour la première fois, et ils sont désireux de veiller à ce que les fonds soient affectés à leur circonscription.

Le projet de budget pour l'exercice financier 17/18, présenté dans les délais au pouvoir législatif, s'articulait autour d'une enveloppe de ressources de 6,7 milliards de couronnes sampanianes (740 millions USD), convenue par l'administration fiscale. Ce projet de budget tenait compte d'une estimation modeste de la croissance du PIB, à 1,7 pour cent, et de l'impact des allègements d'impôts des sociétés de télécommunications négociés par le gouvernement sortant. Le Parlement a ensuite identifié de nouvelles sources de recettes pour soutenir un budget final approuvé de 7,2 milliards de couronnes sampanianes (788 millions USD), ce qui représente une hausse d'un peu plus de 8 pour cent.

La majeure partie des 500 000 couronnes sampanianes supplémentaires (63 millions USD) a servi à couvrir les allocations parlementaires, l'embauche de 3 000 nouveaux enseignants du primaire, la mise en commun des fonds de développement régional, des consultations sur la sensibilisation aux objectifs de développement durable (ODD) et l'ouverture d'une usine de chaussures située juste à l'extérieur de Titoin, troisième plus grande ville de la Sampania et ville natale du ministre de la Défense. Après l'adoption officielle du budget, 65 parlementaires ont accédé à leurs allocations pour retourner dans leur circonscription et lancer le premier cycle de consultations sur la sensibilisation aux ODD.

En vertu de la loi de GFP de la Sampania, des audiences consacrées au budget doivent être tenues pour chaque secteur identifié dans le plan de croissance à moyen terme. Ces audiences se sont déroulées en mars pour chacun des sept secteurs ; toutefois, en raison de malentendus, seuls huit des 71 institutions étaient présentes. À la différence des pratiques du précédent Parlement, les médias n'ont pas été invités, et aucun procès-verbal n'a été enregistré, ce qui est contraire à la législation sur la gestion des finances publiques (GFP).

Au cours des six premiers mois de l'année, il est apparu clairement que les recettes ne couvriraient pas la cible de 7,2 milliards de couronnes sampanianes (788 millions USD) et qu'une refonte s'imposait. Achievée en décembre 2017, cette refonte a ramené le budget au montant de 6,7 milliards de couronnes sampanianes (740 millions USD), mais a révélé que 70 pour cent des fonds de relèvement avaient déjà été alloués et dépensés en décembre. Cette situation a suscité d'importantes réductions appliquées aux biens et services publics habituels pour la deuxième moitié de l'année. Toutefois, cette affectation précoce des fonds était légale car la loi de GFP de la Sampania ne précise pas comment traiter les recettes conditionnelles et les passifs éventuels.

Au cours du troisième trimestre, les équipes d'évaluation de projet ont commencé à rendre visite aux régions pour examiner les travaux en cours conformément au calendrier de suivi et d'évaluation. Un examen complet des projets était impossible à cause des contraintes budgétaires sur le plan du transport nécessaire et des indemnités journalières. Les équipes n'ont pu identifier aucune activité particulièrement axée sur la lutte contre la sécheresse et achevée au moyen des fonds de développement régionaux. L'affectation destinée à l'usine de Titoin a été utilisée pour financer une étude de faisabilité et un programme scolaire, et promouvoir cette opportunité d'investissement lors de plusieurs foires européennes et asiatiques. Par ailleurs, le ministère de l'Éducation a fourni une évaluation indiquant que 2 700 nouveaux enseignants ont été embauchés. 900 écoles ont reçu du matériel pédagogique, mais seulement 200 d'entre elles ont reçu le matériel adéquat.

Le cas

Au bout de sept ans passés à évoluer dans les rangs du ministère des Finances, le cabinet du Premier ministre vous a transféré(e) en tant que directeur (ou directrice) de l'Office de liaison du budget en décembre 2017. Le directeur précédent est parti pour entreprendre une formation de deux ans en stylisme à Milan et New York, en se spécialisant dans la création de chaussures pour enfants, qu'il prévoit de mettre à profit en tant que président-directeur général de la nouvelle usine de chaussures. Il est parti plusieurs mois avant votre nomination et n'a laissé que quelques notes de passation des pouvoirs (ou consignes), bien qu'il existe certains dossiers sur le mandat de cinq ans du PTC pour la période 2011–2016.

L'Office de liaison du budget est censé agir à titre d'organe indépendant pour coordonner le Parlement, le ministère des Finances et divers secteurs lors de la préparation et de la gestion des réunions de la Commission. Tous savent que l'ancien directeur éprouvait des difficultés à maintenir une approche cohérente des exigences techniques de son poste, et certains travaux seront nécessaires pour restaurer la réputation de neutralité de l'Office, qui faisait partie de ses fonctions initiales. Votre personnel se compose de sept membres qui vous apportent leur assistance, et dont cinq ont rejoint le nouveau Parlement et n'ont qu'un cycle budgétaire d'expérience.

Au bout de trois mois en exercice, les questions suivantes atterrissent sur votre bureau :

- Le président de la Commission parlementaire chargée des comptes (CPC) vous a fait part en privé de ses craintes que si la situation continue de progresser dans la même direction que le budget de l'année dernière, une récession se produira suite à la sécheresse et la tension économique qu'elle engendrerait pourrait déclencher des troubles civils. Il souhaite que vous fournissiez des directives quant aux activités que la CPC pourrait entreprendre pour renforcer sa fonction de contestation pour permettre une affectation efficace des ressources.
- Les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et des infrastructures font face d'année en année à des compressions en termes réels suite à la refonte budgétaire. En parallèle, dans le cadre d'un remaniement du paysage politique, trois de ces quatre secteurs ont de nouveaux présidents, et dans chacun d'entre eux, pour trois des cinq membres, il s'agit soit de leur première année soit de leur deuxième année de participation au processus budgétaire.
- Le président souhaite tirer parti de cette rotation comme opportunité de réinitialiser au moins une partie du processus pour les années restantes d'exercice du Parlement actuel. Il souhaiterait également obtenir vos directives concernant certains types spécifiques d'informations ou de formations qui pourraient être fournies aux parlementaires, en particulier aux nouveaux présidents, pour les aider à comprendre le processus budgétaire ainsi que les avantages et les inconvénients de leurs choix de dépenses. Il aimerait par ailleurs recevoir vos conseils sur la façon de se mettre en relation et de travailler avec les OSC.
- Outre vos travaux avec le président de la CPC, dix parlementaires du PTC ont contacté l'Office de liaison du budget pour obtenir des directives concernant la participation aux audiences du processus budgétaire de mars 2018. Quelles sont les possibilités et les difficultés d'une collaboration avec ces parlementaires ? De quelles façons pourriez-vous maintenir votre neutralité tout en prodiguant des conseils ?

Remerciements

CABRI souhaite également remercier le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) pour son soutien au travail du Secrétariat.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Embassy of Switzerland
Swiss Cooperation Office in South Africa



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER

Pour tout renseignement sur l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI) veuillez contacter : CABRI Secretariat, PostNet Suite 217, Private Bag X 06, Highveld Park 0169, South Africa

Email: info@cabri-sbo.org

www.cabri-sbo.org/fr